



DE L'ÉTHOS DU DÉCHET À LA CULTURE DU SOIN

DES EXPÉRIENCES INSPIRANTES

JUSTICE ET PAIX FRANCE

**PARIS, MAI 2022
COLLECTION ENSEMBLE ET AVEC**

Ce livret a été rédigé par le groupe

« Observatoire de la transition écologique »

animé par :

Dominique COATANÉA (*professeure au centre Sèvres,
présidente de l'association des théologiens pour l'étude de la morale*)

André TALBOT (*prêtre du diocèse de Poitiers, professeur
d'éthique sociale*),

et la contribution de :

Béatrice BOSSART

Xavière, de l'équipe de direction de l'institution Salvart (Vienne)

Sabine et Bertrand BOUSSEAU

Agriculteurs éleveurs en transition bio

Jean DUBOIS

*Diacre, bénévole au dispositif « Zéro chômeur de longue durée » de
Mauléon (Deux-Sèvres)*

Évelyne et Benoît FLAVIGNY

*Bénévoles pour un dispositif « Zéro chômeur de longue durée » en
préparation*

Emmanuel GASSELIN

Délégué général du réseau Salvart (Vienne)

Fabienne MARSAULT

Agricultrice, élevage bio et vente directe

Clémence POURROY

Formatrice en doctrine sociale de l'Église au CERAS

Marc POURROY

Économiste de l'environnement, Université de Poitiers

Nicolas REVEILLAUT

Maire, professionnel de la gestion des déchets

Un grand merci à celles et ceux qui ont apporté leur contribution
spécifique à cette réflexion commune.



DE L'ÉTHOS DU DÉCHET À LA CULTURE DU SOIN

DES EXPÉRIENCES INSPIRANTES

JUSTICE ET PAIX FRANCE

**PARIS, MAI 2022
COLLECTION ENSEMBLE ET AVEC**

DE L'ÉTHOS DU DÉCHET À LA CULTURE DU SOIN Des expériences inspirantes
--

SOMMAIRE

Préface

I – Présentation de la recherche : un processus de recherche-action sur la question des « déchets »

1 - Une problématique

2 - Un travail avec des acteurs engagés

II – Engagements pour un développement solidaire et durable

1 - Un regard sur le traitement des déchets

2 - Des perspectives pour une agriculture biologique

*3 - Une institution de soutien aux personnes en difficulté
(Salvert, près de Poitiers)*

4 - Un territoire « Zéro chômeur de longue durée »

5 - Une approche économique de la question des déchets

III – Reprise de quelques réflexions éthiques à propos des déchets

Invitation à continuer la réflexion

Préface

Il y a quelques années, j'ai rencontré à Yuli, une ville de l'est de Taiwan, le père Yves Moal, des missions étrangères de Paris. Le père Moal y avait créé en 1999 un centre de retraitement des déchets, pour donner un emploi aux plus vulnérables et pour faire face à la pollution entraînée par le développement accéléré de l'île. Les objets ramassés, triés, recyclés sont vendus afin de soutenir diverses associations locales, notamment pour les personnes handicapées. En se développant, le centre a permis de soutenir des personnes en difficulté en leur donnant un travail et l'opportunité de retrouver leur dignité et leur place dans la société.

Cette expérience illustre ce que l'observatoire de la transition écologique de *Justice et Paix France* a cherché à mettre en exergue ces deux dernières années par un travail sur ce que le Pape François a appelé dans son encyclique *Laudato Si'* « **la culture du déchet** ». Terme dur pour frapper nos esprits sur ce qui anime et domine le monde d'aujourd'hui : produire, prendre, profiter et jeter. Prendre et jeter des objets dont la production consomme beaucoup plus de ressources que la Terre n'en met à notre disposition, prendre et jeter des personnes quand elles ne sont pas ou plus utiles.

Le fruit de cette recherche – action est présenté dans ce livret. Les auteurs/acteurs y valorisent des expériences positives par rapport aux choses et aux personnes qui montrent le chemin pour sortir d'un monde centré sur la croissance économique et la dégradation du vivant illustré par cette « **culture du déchet** » qu'ils ont renommée « **éthos du déchet** ». Ces expériences sont

nombreuses et montrent qu'il est possible, et nécessaire, de reconstruire notre société pour qu'elle fasse place à la personne humaine, à toute personne humaine, dans toutes ses dimensions, et à l'environnement qui les porte et avec lequel elles interagissent. « *Tout est lié* » nous rappelle le pape François. L'avenir est dans un monde où la nature et les êtres qui la peuplent retrouvent le chemin d'une vie en harmonie, où chacun est valorisé et où l'environnement permet son épanouissement.

Le regard approfondi qui nous est livré nous invite à nous poser des questions, à chacun de nous, à nos familles, à nos communautés. Puisse ce livret non seulement nous éclairer sur de nouveaux modes de vie et d'être, mais aussi favoriser notre réflexion et susciter notre engagement. *Laudato Si', Signore !*

Michel Roy, secrétaire général de *Justice et Paix France*

I – Présentation de la recherche :

Un processus de recherche-action sur la question des « déchets »

1 - Une problématique

L'un des enjeux de la transition écologique concerne nos représentations culturelles et sociales à propos des déchets, mais aussi nos manières de traiter ce que l'on nomme couramment les ordures. Notre travail envisage cette question à la lumière de l'encyclique *Laudato si'* du pape François. Selon une formule récurrente du document : « *Tout est lié* ». Ainsi est prise en compte « *l'intime relation entre les pauvres et la fragilité de la planète, (...) la culture du déchet et la proposition d'un nouveau style de vie* ». §16 Une **culture du déchet** « *qui affecte aussi bien les personnes exclues que les choses vite transformées en ordures* ». §22

Nous pouvons interroger l'usage du mot « **culture** » en ce qui concerne les représentations négatives des déchets. Nous associons plutôt la culture à ce qui offre une orientation positive concernant tant nos manières de considérer le réel que nos modes de vie ; la culture se trouvant alors associée à une volonté de bonifier l'expérience humaine au lieu de l'abîmer. Pourquoi une telle insistance du pape François sur la culture du déchet, déjà exprimée dans son exhortation apostolique *Evangelii Gaudium* (2013) ? On peut y retrouver un écho des propos de Jean-Paul II qui, dans l'encyclique *Evangelium vitae* [n°12], parle d'une « *culture de mort* » ; par contre, Benoît XVI renvoie plutôt à une anti-culture de mort. La référence à une culture du déchet se veut

sans doute provocatrice pour interroger vivement des choix quotidiens qui se présentent comme des évidences.

Nous proposons plutôt l'expression « **éthos du déchet** » qui évoque des manières spontanées de se rapporter aux choses, au vivant, à l'humain ; des modes de vie qui induisent des attitudes réflexes de rejet. Une approche éthique s'efforce alors d'identifier un tel éthos pour le mettre en question et pour élaborer des alternatives plus respectueuses des biens et des personnes. On interroge ainsi ce qui semble aller de soi, en vue de promouvoir une culture positive et ouverte à l'avenir ; une telle culture prend en compte la complexité, de manière à mieux associer les humains entre eux et avec leur environnement, dans une solidarité créatrice.

Le terme **déchet** renvoie à **ce qu'on laisse tomber derrière soi afin de l'oublier**, de ne plus le voir. Il signale des attitudes spontanées qui font que l'on prend ce qui nous paraît utile pour satisfaire nos besoins et nos envies, puis on jette ce qui reste et ce que l'on ne veut plus utiliser. Une telle manière de faire concerne d'abord les objets, mais elle sous-tend aussi les relations sociales : le semblable se trouve principalement considéré en fonction des avantages qu'on prétend en tirer, et non en raison de sa dignité propre. Il s'agit d'attitudes personnelles, mais aussi de choix collectifs, qui présentent le rapport aux humains et à l'environnement uniquement sous un mode utilitaire ; on se demande seulement quel avantage tangible on va tirer de l'usage d'un objet ou de la relation à un autre humain, sans s'intéresser à leurs qualités propres et aux effets de nos actions prédatrices. Prendre, profiter et jeter, puis oublier les conséquences, à propos des objets, du vivant, des humains eux-mêmes ; le moteur de l'action étant au bout du compte le seul plaisir individuel.

Les interrogations à l'égard de cet éthos du déchet peuvent être éclairées par des « expériences limites » ; des situations dramatiques provoquent à baliser le chemin de vie dans le flou des attitudes qui façonnent notre quotidien. En ce sens, nous disposons du témoignage de Jacques SOMMET, un jésuite interné **au camp de Dachau** durant la dernière guerre mondiale.¹ Une épidémie de typhus s'est répandue dans le camp et la maladie contagieuse va d'abord être utilisée de manière cynique comme un moyen de destruction, en favorisant sa diffusion ; puis les malades sont enfermés dans un espace clos et abandonnés à leur triste sort. Un débat s'est alors engagé entre les chrétiens et les communistes, deux groupes d'influence clandestine dans le camp ; les communistes optaient pour la préservation des non contaminés, afin qu'ils puissent prendre part au relèvement après la guerre : ils privilégiaient le principe d'utilité. Les chrétiens, dont les prêtres qui étaient nombreux à Dachau, ont choisi après un temps de discernement d'envoyer des volontaires pour apporter quelques soutiens aux malades. Jacques SOMMET explicite les enjeux de la décision éthique et spirituelle : « *Nous voici pour de vrai devant des exclus, des rebuts. La nouvelle société que nous appelons, que fera-t-elle devant les exclus de demain ? Si nous nous dérobons ici, quelles chances avons-nous de nous battre pour quelque chose qui soit la dignité des hommes, de tous les hommes ?* »

À la lumière d'un tel engagement dramatique, exposer sa propre personne, nous retrouvons le choix radical qui sous-tend les actes et les décisions banales du quotidien : allons-nous décider positivement de **servir la vie** ou simplement nous inscrire dans

1 - Voir Bruno SAINTÔT, *Éthique, mystique et politique du soin : une lecture des récits de l'épidémie de typhus au camp de Dachau*, Revue d'éthique et de théologie morale n°311, septembre 2021, p. 13-25.

un éthos non réfléchi qui ouvre la voie à l'emprise et à la domination, sur fond de violence et de déni de la vie.

Il nous semble intéressant dans cette recherche de décrypter nos relations faussées aux biens, au vivant, à l'humain, afin de résister à ce qui semble aller de soi. Mais, dans ce dossier, nous prenons surtout le parti d'évoquer des expériences positives de rapport aux choses et aux personnes qui sont autant de manières concrètes de résister à un critère d'évaluation strictement utilitaire : user, puis jeter pour oublier. De nombreux exemples nous montrent qu'il est possible de déborder cet éthos, souvent peu conscient, qui induit des attitudes d'insensibilité construites et légitimées vis-à-vis des éléments d'usage habituel, mais aussi de membres de nos communautés humaines. Nous cherchons ainsi à promouvoir une lucidité seconde, née d'une **parole alternative**, sous le mode d'un **récit positif** qui ouvre la voie à des pratiques innovantes, de manière à mieux assumer nos responsabilités humaines. Il s'agit ainsi de valoriser les manifestations même discrètes d'une culture basée sur une prise en compte responsable tant de l'environnement naturel que du vivant, sur une reconnaissance respectueuse des autres humains comme égaux en dignité et capables de contribuer au bien vivre de tous.

2 - Un travail avec des acteurs engagés

Dans un premier temps de notre recherche, ce récit critique à visée positive se décline à plusieurs voix, à partir d'expériences concrètes, en rapport avec les engagements de personnes impliquées en ces projets. Nous n'entrons donc pas dans cette élucidation à partir de considérations générales, mais d'exemples précis, avec leurs limites sans doute, mais aussi avec la force de réalisations particulières, forcément partielles, et pourtant novatrices. Il ne faut donc pas y chercher un tableau d'ensemble

à visée d'exhaustivité, ni des modèles prêts à l'emploi en tous domaines. Bien d'autres situations auraient pu être analysées et des réponses différentes pourraient être apportées pour faire face aux défis de notre temps. Les acteurs avec lesquels nous sommes entretenus mettent d'abord en avant la prise en compte de la complexité et la disponibilité pour assumer la responsabilité de situations toujours mouvantes.

II – Engagements pour un développement solidaire et durable

Nous avons d'abord partagé avec **cinq témoins** au cours d'une soirée : un économiste spécialisé sur la question environnementale, un professionnel du traitement des déchets qui est aussi maire de sa commune, une agricultrice en élevage bio qui commercialise une part de la production en circuit court, un cadre responsable d'un organisme de soutien pour enfants, jeunes et femmes en situation de fragilité, un bénévole engagé dans un territoire « *Zéro chômeur de longue durée* ». Tout en conservant les mêmes thématiques, ces échanges ont été poursuivis sous le mode d'entretiens avec différents acteurs de changement, le fruit de ces discussions a enrichi les cinq approches déjà mentionnées.

1 - Un regard sur le traitement des déchets

Le socle éthique de notre enquête met en évidence tout d'abord le **refus d'un éthos du déchet** (laisser derrière pour ne plus voir) qui pollue et qui épuise les ressources de la planète, qui accentue les fractures au sein de la société. Mais nous cherchons surtout à mettre en lumière **la reconnaissance positive de pratiques** basées sur la prise en considération des biens et le respect des personnes. En parlant de traitement des déchets, nous évoquons

bien sûr les « choses » que nous avons utilisées et que nous laissons de côté, mais aussi et surtout les personnes qui se trouvent impliquées dans ces traitements et leurs évolutions. « *Tout est lié* », selon l'expression du pape François : l'écologique, l'économique et le social. Nous retenons quelques axes structurants et des perspectives d'évolution concernant les expériences pratiques de traitement des déchets qui se trouvent relatées.

Un premier exemple concerne **la collecte et à la valorisation des « déchets »**, ce que l'on désigne souvent comme les « ordures » avec ce que ce terme évoque de péjoratif. Une partie de ces déchets produit de la chaleur dans les incinérateurs. Une autre partie est valorisée par la production de « gaz vert », le biométhane. Mais ce qui paraissait gênant et polluant peut aussi devenir une ressource grâce au recyclage des matières qui le composent. Un tel processus a des limites, on ne peut négliger la diminution de matière utile et la consommation d'énergie au cours de chaque cycle de retraitement. Par ailleurs, on ne peut oublier la poursuite de rejets « sauvages » dont les effets dangereux s'inscrivent dans le temps long (ex. les plastiques).

Des activités partiellement mondialisées

Les collectivités territoriales disposent de la compétence pour collecter et traiter les déchets des ménages. Ainsi, elles mettent en place des dispositifs pour le tri des déchets, notamment pour les emballages. En 2020, 71 % des emballages plastiques ont été recyclés en France, 27 % en Europe et 2 % en Asie. Une autre partie des déchets est gérée directement par ceux qui les produisent en s'accordant avec des recycleurs. Mais certaines matières supposent un tri compliqué et il est difficile de les traiter à un coût raisonnable au regard des entreprises qui les rejettent.

Ainsi, Il y a un **transfert vers des pays pauvres notamment en Asie** (ex. Bangladesh) pour des tris, par exemple de plastiques, qui demandent beaucoup de main d'œuvre impliquant parfois des enfants. Or, il s'agit d'un travail dangereux, en raison des pollutions portées par les déchets, et parfois de l'utilisation de produits malfaisants. La presse en a rendu compte, évoquant aussi la dispersion anarchique de déchets en ces pays. Pour des raisons écologiques, et surtout de santé humaine, on peut souhaiter l'arrêt de ces envois de déchets. Mais on risque alors de priver des populations de travail et de revenus. Quelles alternatives envisager pour le développement de ces régions pauvres ?

Un secteur d'activités affecté par la pandémie

Dans un premier temps, **la pandémie a mis un coup d'arrêt** à ces pratiques avec la fermeture des frontières. Sur le territoire national, il y eut aussi le blocage de certains retraitements, pour des raisons d'hygiène, par exemple avec les déchets hospitaliers, mais aussi parce que la main d'œuvre se trouvait indisponible. Il y avait de l'angoisse : comment gérer les masques qui peuvent être source de contamination ? On a découvert qu'il n'y avait plus de danger après quelques jours, aussi ce laps de temps a-t-il été respecté entre la collecte et le traitement.

Il y eut un trimestre compliqué avec l'arrêt des transports et le ralentissement du traitement sur place. Ce moment critique a permis une plus grande prise de conscience du fait que l'on ne peut simplement rejeter les déchets et prétendre les oublier. Nous sommes tributaires les uns des autres, interdépendants. Pour ces travaux dangereux, il faut aussi tenir compte de la fragilité des acteurs. Il y eut des tensions entre les cols blancs qui pouvaient être en télétravail et les cols bleus qui devaient s'exposer pour ramasser et trier les ordures. **La pandémie a remis en lumière**

des métiers utiles et peu valorisés, des travailleurs de l'ombre. Les éboueurs ont été sensibles aux messages de sympathie, par exemple un dessin d'enfant collé sur la poubelle. Il y a bien un enjeu de reconnaissance sociale des différentes fonctions nécessaires à une vie commune relativement saine et pacifiée. Une crise permet la prise en compte des acteurs que l'on risque d'oublier dans la vie ordinaire. Mais il y a toujours la tentation de vouloir ignorer les ordures que l'on jette et les personnes qui les traitent ; or, une société humaine se doit de reconnaître positivement le travail de celles et de ceux qui assurent leurs missions dans l'ombre.

Des évolutions techniques

La crise sanitaire amplifie un rebond. L'industrie française s'est mobilisée en vue d'un recyclage local plus efficace, avec des prises de conscience et de responsabilité. Un basculement majeur s'opère avec la **rapide automatisation du tri** : la lecture infrarouge apparaît plus efficace que l'œil humain pour distinguer les différents plastiques. Certains envisagent même de mettre une mini-puce dans l'emballage, de manière à l'identifier automatiquement en vue de le traiter efficacement. Une telle évolution induit deux conséquences. La concentration des centres de traitement et donc la fermeture de petites unités, ce qui comprend aussi des transports plus longs avec un impact sur l'environnement. Surtout, une telle modification du processus de tri conduit à la destruction d'emplois peu qualifiés et localisés ; il faut dès maintenant envisager une réorientation professionnelle de ces personnes.

L'industrie travaille aussi en vue d'un **recyclage chimique** des déchets, il s'agit d'extraire des molécules qui seront réutilisées pour réaliser de nouveaux produits. Un saut technologique de

grande ampleur est en train de s'opérer. Il y a donc une avancée vers l'industrialisation du retraitement, avec une meilleure efficacité, y compris qualitative, ce qui est bénéfique pour l'environnement ; mais cela implique aussi un éloignement géographique qui a un impact écologique négatif ; et on ne doit pas passer sous silence les conséquences sociales concernant un emploi local et peu qualifié.

De nouvelles perspectives

Plutôt que jeter les objets pour ensuite récupérer certains des composants, il vaut mieux multiplier les **recycleries** (réparation) et les « matériauthèques » (réutilisation de portes, de pavés, etc.). Les communautés Emmaüs pratiquent déjà depuis longtemps ces remises en circuit d'objets laissés au rebut, tout en permettant à des personnes éloignées de l'emploi de vivre de leur travail et même d'apporter une aide à d'autres populations en difficulté.

On peut donc miser sur la **réutilisation** d'éléments (exemple les palettes) et la **réparation** d'objets endommagés, ce qui évite les pollutions liées au rejet et ce qui permet de créer des emplois. Tout cela implique un travail dès la conception du produit afin qu'il puisse être réparé, mais aussi recyclé au mieux en fin de vie. Un tel travail engage la responsabilité des concepteurs et des entreprises, mais aussi du politique qui, par des incitations et des sanctions, doit faire en sorte que les « externalités négatives » ne restent pas à la charge de la communauté. Une production de masse à bas coût, de piètre qualité, qui engendre de nombreux déchets, se révèle dangereuse pour l'environnement tout en affectant gravement la qualité de vie actuelle, mais aussi l'avenir de la vie sur terre. La polarisation sur la seule dimension quantitative des biens matériels, dans une perspective à court

terme, risque d'obérer les chances de vie bonne pour les nouvelles générations.

La nouveauté consiste en l'engagement d'instances politiques dans une telle orientation basée sur le réemploi et la réparation des objets. Les collectivités territoriales pourraient favoriser ces activités en mettant en lien les donateurs, les réparateurs et le public intéressé par ces produits de seconde main. Il s'agit d'activités qui sont créatrices d'emplois et qui favorisent le lien social, notamment parce qu'elles reposent sur le don et la transmission de savoir-faire. Demeurons vigilants, il y a le risque d'une prise en main de ces restaurations et réutilisations d'objets par des acteurs financiers, ce qui pourrait altérer le bienfait humain si le profit immédiat devient le critère primordial.

Ce que l'on considérerait comme des déchets inintéressants peut devenir une ressource grâce à l'extraction des composants. Mais surtout, un objet, même abîmé, conserve une valeur ; et les personnes qui lui donnent une seconde vie méritent une reconnaissance sociale. L'approche écologique, qui vise à réduire l'empreinte sur l'environnement, se conjugue avec le facteur social en vue de densifier les relations et la solidarité. Il faut cependant tenir compte de la faisabilité économique, même si le critère financier ne doit pas devenir dominant en ces domaines. Le politique dispose de la compétence pour arbitrer, pour favoriser l'écologique et le social.

Pourquoi ne pas envisager des **emplois aidés**, soutenus par la puissance publique, qui éviteraient des gaspillages de ressources et des pollutions tout en favorisant l'insertion sociale des acteurs ? Le coût environnemental et social serait moins élevé pour la communauté humaine que le maintien des pratiques actuelles basées sur le rejet des déchets et la mise à l'écart de

citoyens parmi les plus fragiles. Des expérimentations en ce sens se trouvent déjà mises en place sur les territoires *Zéro chômeur de longue durée* (voir plus loin).

2 - Des perspectives pour une agriculture biologique

Nous retrouvons la même problématique à propos de **l'agriculture** avec les échos d'une expérience déjà ancienne d'élevage en bio et d'une autre ferme d'élevage en transition vers le bio. Une logique à courte vue conduit à une hyper spécialisation des productions, ce qui implique une utilisation massive d'intrants chimiques, au prix de pollutions, mais aussi d'épuisement des sols et d'atteinte à la biodiversité. Aujourd'hui, de nombreux agriculteurs, sans adhérer forcément au label « agriculture biologique », s'orientent vers des pratiques plus respectueuses de la nature et du monde animal ; cette évolution mérite d'être notée.

L'alternative consiste à penser et à agir **en termes de cycle**, de manière à éviter l'usage des intrants qui causent des pollutions nuisibles tant pour la santé des agriculteurs que pour l'ensemble de la population. De telles pratiques permettent aussi d'éviter la consommation de protéines végétales importées (exemple le soja) qui provoquent des dégâts écologiques sur d'autres continents (exemple en Amazonie) et qui supposent des transports impactant l'environnement. Par ailleurs, l'intensification des élevages constitue souvent une cause de souffrance animale et elle multiplie les nuisances. La voie bio emprunte une autre logique en variant les cultures, en associant cultures et élevages. Les déjections animales ne sont plus des déchets embarrassants, elles servent à enrichir les sols. Ce qui est prélevé dans la nature lui est restitué sous une autre forme, en évitant d'avoir recours à des

apports extérieurs. Une telle voie garantit plus sûrement une nature saine, qui privilégie la santé des travailleurs, mais aussi des animaux.

Un tel choix a également des effets bénéfiques sur **les biens communs**, pensons à la qualité des eaux de consommation, mais aussi au bien-être des populations, proches ou de passage, en quête d'un rapport revigorant à la nature. La plantation d'arbres et de haies se révèle bénéfique pour la biodiversité, elle contribue aussi à la santé des animaux et il n'est pas indifférent d'évoquer la beauté des paysages. Une autre conséquence positive de tels choix a trait à la qualité et à la saveur des produits de consommation. Notons encore que de telles pratiques contribuent à la lutte contre le réchauffement climatique : les prairies permanentes captent du carbone, plus sûrement encore que les forêts ; les prairies cultivées privilégient les variétés qui retiennent l'azote de l'air, ce qui évite les intrants. Quant aux bâtiments d'élevage, ils peuvent être conçus de manière à favoriser le bien-être animal tout en produisant de l'énergie grâce aux panneaux solaires.

Selon quels critères peut-on fonder de tels choix ? Il importe tout d'abord de ne pas raisonner uniquement en termes de quantité mais plutôt de **qualité de la production**. Par exemple, le passage au bio en élevage bovin va miser sur 1 unité de gros bétail par hectare au lieu de 1,3, ce qui semble correspondre à un équilibre naturel ; il faut pour cela assumer positivement une baisse de production. Un tel choix met l'accent sur la qualité, y compris gustative, des produits plutôt que sur le volume global. De telles pratiques supposent aussi la recherche continue de solutions innovantes : la qualité génétique du troupeau, le semis de légumineuses qui vont capter du carbone tout en apportant des

protéines pour la nourriture des animaux, la vigilance sur la qualité des fourrages, etc.

Chaque détail compte, une telle conduite demande beaucoup d'attention, avec une adaptation continue de manière à résoudre les problèmes au fur et à mesure de leur apparition. Plutôt que privilégier une intelligence technique, qui cherche les voies les plus simples pour produire encore plus, il s'agit de **chercher des équilibres** respectueux de la nature, de l'ensemble du vivant, dont les animaux de la ferme, et du bien commun, tant en ce qui concerne l'environnement que l'ensemble de la population. Il s'agit de mettre en œuvre une intelligence pratique qui prend en compte les différents facteurs et qui reste ouverte aux nécessaires adaptations ; une telle pratique peut sembler exigeante, elle est surtout très stimulante pour les personnes engagées dans la démarche. Il ne s'agit pas simplement d'appliquer des techniques standardisées, mais de faire preuve d'une créativité adaptée aux réalités, c'est-à-dire aux contraintes mais aussi aux opportunités, de déployer une responsabilité qui fait place à la sensibilité en évitant la maltraitance du vivant. Il n'est pas anodin d'évoquer la beauté de la nature, de prendre en compte la biodiversité, de penser au bien-être animal, de servir la communauté humaine avec des produits de qualité et un environnement agréable.

De telles transitions positives peuvent être facilitées par **des choix politiques et économiques** : les aides financières apportées par les pouvoirs publics et les conseils pertinents fournis par les services de la Chambre d'agriculture facilitent les passages vers une activité plus respectueuse des équilibres naturels. Chaque citoyen électeur et chaque consommateur dispose aussi d'une certaine responsabilité. La politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne, mais aussi les budgets nationaux peuvent

favoriser ou freiner des évolutions positives. Les choix en matière de restauration collective et familiale sont susceptibles de promouvoir une production de qualité et de proximité, tout en favorisant des relations sociales entre les agriculteurs et la population qui bénéficie d'un environnement revigorant.

Que retenir de ces expériences pour éclairer notre problématique des « déchets » ? Il y a la volonté efficiente de sortir d'un rapport à l'environnement et au monde animal qui consiste à dominer le vivant pour l'accaparer, puis à rejeter ce qui ne sert plus sans se soucier des conséquences. On trouve tout d'abord **une attitude de respect et de relation pacifiée avec la nature**. Si le métier d'agriculteur consiste à prélever ce qui est nécessaire pour nourrir l'humanité, il importe aussi de restituer ce qui va contribuer au maintien des équilibres naturels. Les pratiques qui reposent sur l'autonomie dans le cadre d'une ferme favorisent ces équilibres locaux, tout en veillant aussi aux équilibres à l'échelle de notre planète, en évitant notamment des déforestations désastreuses pour le climat. Il y a aussi le désir d'entretenir la nature comme un espace bienfaisant et reposant pour l'ensemble de la population. Les légitimes intérêts individuels peuvent donc se conjuguer avec une prise en compte du bien commun, tant à l'échelle locale que mondiale. Il s'agit de favoriser une relation pacifiée à l'environnement naturel et humain, et non d'imposer un rapport brutal, dominateur, destructeur. Il y a bien le désir de servir une vie ouverte à l'avenir, tout en veillant à la qualité de cette vie.

3 - Une institution de soutien aux personnes en difficulté (Salvert, près de Poitiers) : enfants, mineurs étrangers, femmes souvent avec enfant.

Il s'agit bien d'une institution, au sens précis du terme, qui doit d'abord assurer la protection de personnes agressées ou menacées (par leur environnement, ou leur parcours d'exil), notamment des mineurs. Une telle action institutionnelle contribue à mettre en œuvre la **volonté politique de venir en aide aux membres les plus fragiles** et les plus exposés de notre société. Le département a compétence et obligation de prise en charge de ces personnes, notamment les mineurs ; il passe contrat avec des institutions, souvent de statut associatif, qui opèrent en son nom et qui reçoivent les moyens financiers d'assurer leur mission. Ceci s'inscrit en des cadres budgétaires et administratifs qui doivent être respectés, mais l'institution peut et doit elle-même élaborer un projet éducatif qui s'inspire de références éthiques, en vue d'offrir des chances de rebond positif aux personnes (enfants, jeunes, adultes) qui traversent des difficultés.

Notons tout d'abord que ce choix d'une prise en charge des plus fragiles, qui suppose des engagements financiers, honore une société qui veut prendre soin de tous ses membres, au lieu de laisser certains s'enfoncer dans leur détresse. Des observateurs y voient d'abord une politique de bon sens : la socialisation positive d'enfants et de jeunes en difficulté permet d'éviter qu'ils sombrent dans la délinquance, empoisonnant la vie de leurs concitoyens, sans oublier les coûts élevés de la répression (forces de police, justice, prison...). Mais une telle évaluation de type utilitaire apparaît vraiment déficiente, il vaut mieux nous rappeler le **fondement éthique d'une telle politique de prévention**, avec les charges qu'elle implique, alors que trop souvent elle passe

inaperçue. Il s'agit d'une prise en compte positive de la dignité de chaque personne humaine, y compris la plus abîmée, mais aussi de la conviction qu'elle peut à son tour contribuer au bien de la vie commune. On peut noter de multiples exemples d'enfants accueillis en institution, pour les soustraire à un environnement dangereux, qui deviennent ensuite des éducateurs remarquables et des professionnels créatifs. Le soutien à la personne en difficulté et le bien de la société se confortent mutuellement ; celui qui peut s'estimer reconnu positivement se trouve incité à prendre sa part dans la promotion du bien commun. Une communication intelligente à propos des politiques d'action sociale peut également contribuer à réconcilier les citoyens avec l'impôt !

Revenons aux **références humanistes** qui fondent une action protectrice et éducative. Le terme protection s'oppose à abandon : l'institution prend ainsi le relai d'une « autorité » malsaine qui abîme, qui malmène. Il s'agit donc de mettre une personne à l'écart de son milieu, afin qu'elle puisse disposer du droit de protection qui lui était refusé, mais aussi de trouver des soutiens qui l'aident à grandir. Pour cela, l'institution organise le travail de professionnels aux compétences diverses (enseignants, éducateurs, psychologues...) pour qu'ils soient vraiment des « tuteurs de résilience », afin de soutenir la personne abîmée dans son travail de reconstruction. En l'occurrence il s'agit d'enfants en danger, de migrants mineurs, de femmes - souvent avec des bébés - exposées à des menaces.

Une telle institution, au nom de la société, met en avant le droit des plus fragiles, des victimes, à être d'abord protégées mais aussi de pouvoir tisser des relations, ou de les renforcer (par exemple la maman et son enfant) avec le soutien d'une vie commune

encadrée. À partir d'expériences parfois traumatiques (maltraitance, traite des êtres humains...), il s'agit de permettre aux personnes de s'orienter vers des perspectives positives. Un tel travail, au service d'une socialisation enrichissante, rencontre des obstacles liés aux diverses expériences traumatiques vécues par les victimes, mais aussi aux diversités culturelles ; les références mentales et les imaginaires peuvent être fort différents et devenir la source d'incompréhensions entre les personnes qui partagent un même espace de vie. Les responsables se heurtent parfois à des « situations limites » et mobilisent tous les outils possibles pour éviter de nouvelles mises à l'écart : il y a **le pari d'une confiance** dans la capacité de la personne à surmonter ses épreuves. Mais une telle attitude est « coûteuse », notamment pour les encadrants !

Dans le cadre de l'institution, des personnes, professionnelles et bénévoles, promettent d'être là ; elles se présentent comme des références, des points d'appui pour une reconstruction. Il s'agit d'abord de révéler le côté lumière, de **soutenir la force et le goût de vivre**. Ce mobile d'action vaut aussi pour les intervenants bénévoles, les familles amies. S'il s'agit parfois de retraités, ce « statut » ne veut pas dire qu'ils sont mis de côté, inutiles, voire encombrants comme des déchets... Tout au contraire, ils peuvent apporter leurs compétences et, pour eux, c'est aussi la belle expérience de pouvoir continuer à servir. On retrouve ainsi une conception de l'être humain qui donne sens à son existence par un engagement de service, pas seulement en cherchant à profiter de la vie et de quelques avantages. La contribution de bénévoles est originale, elle ouvre des possibles, par exemple dans l'accompagnement individuel d'un enfant qui connaît des difficultés particulières. Les rencontres « improbables » qui ont lieu en de telles occasions rappellent que la relation est

susceptible d'enrichir chacun des acteurs et non seulement celui qui se trouve en situation de fragilité.

Si l'écologie mobilise une pensée complexe qui n'en reste pas à chercher une solution simple à un problème pris isolément, on peut le dire aussi du travail social qui va appeler **le concours de compétences diverses**, y compris de la part de bénévoles avec ce que ce terme évoque de « bienveillance ».

Le réseau Salvvert s'enracine dans une **mémoire chrétienne** toujours vivante qui inspire des actions et des modes d'organisation, qui soutient les acteurs dans leur engagement quotidien. Cette mémoire se manifeste notamment par l'espérance qui permet de surmonter le fatalisme, de devenir créatif pour chercher des solutions là où tout semble bouché, d'offrir des chances de rebond à des personnes en souffrance. La marginalisation, la mise à l'écart de personnes en difficulté, n'est plus perçue comme une fatalité : un avenir devient possible. Cette mémoire comporte aussi la mobilisation des capacités d'amour qui induit un regard bienveillant, un engagement envers l'autre sous le signe de la gratuité : je m'intéresse à toi parce que c'est toi, et non en raison du projet que je peux avoir sur toi. Il s'agit alors d'un échange de dons, sans recherche d'équivalence. L'amour, souvent circonscrit à la sphère intime, mérite d'être reconnu comme une catégorie sociale² ; l'héritage républicain l'honore avec la notion de fraternité. L'amour peut être à la source d'organisation de la vie commune (exemple l'aide sociale à l'enfance), mais il apparaît aussi comme la ressource qui porte toute action de protection, de soutien dans la reconstruction.

2 - Le sociologue Luc BOLTANSKI a mis en lumière la pertinence d'une référence à l'amour pour qualifier et orienter l'organisation de la vie commune. Voir *L'amour et la justice comme compétences*, Paris, Métailié, 1990.

Avant tout, il s'agit de permettre aux différents acteurs et bénéficiaires de croire ensemble qu'il est bon de vivre.

Que retenir de ces expériences d'un point de vue éthique ? Nous l'avons vu, une attitude, polarisée par l'utilitaire, par la satisfaction individuelle et immédiate des envies, conduit à profiter des choses et du vivant, puis à jeter ce qui reste. Cette même attitude incite à ne se relier aux autres humains qu'en raison du profit qu'on projette d'en tirer, au détriment de la dignité des personnes en cause et de la paix sociale. Ainsi, les plus fragiles se trouvent mis de côté et souvent même considérés comme des poids pour la communauté. Le pape François met en cause un relativisme *« qui pousse une personne à exploiter son prochain et à le traiter comme un pur objet. C'est aussi la logique intérieure de celui qui dit : « Laissons les forces invisibles du marché réguler l'économie, parce que ses impacts sur la société et la nature sont des dommages inévitables ». (...) C'est la même logique du « utilise et jette » qui engendre tant de résidus »*. (Laudato Si' §123)

À l'inverse, une attitude de **confiance**, qui implique un soutien respectueux, permet aux enfants en difficulté comme aux jeunes migrants de s'épanouir et de déployer des compétences qu'ils pourront mettre au service du bien commun. L'enrichissement de la vie de chacune des personnes sert aussi la qualité de la vie commune. Comme nous venons de le voir avec l'institution Salvart, il peut exister une symbiose entre l'engagement pour une éducation personnalisée, le rapport pacifié à la nature, la qualité des relations entre les différents acteurs, l'organisation de la vie commune. Nous pouvons retenir un signe de cette volonté de cohérence : la nourriture bio est largement produite et transformée sur place, les enfants et les jeunes peuvent voir les

plantes et les arbres qui leur fournissent une nourriture de qualité ; un tel rapport à la nature contribue aussi à leur propre équilibre.

4 - Un territoire « Zéro chômeur de longue durée »

Nous retrouvons une même attitude de confiance en l'humain dans cette expérience qui a pour ambition de permettre à des femmes et des hommes privés d'emploi depuis longtemps de pouvoir entreprendre des actions utiles pour la société. Ainsi, des personnes qui étaient laissées de côté, et souvent considérées comme un poids pour la société, peuvent retrouver l'estime d'elles-mêmes tout en déployant des compétences au service de la vie commune. Certes, notre organisation collective assure une allocation minimale (exemple RSA), mais celle-ci ne permet pas une vie décente et maintient les allocataires au risque de la dépendance. Consacrer le même budget pour un **soutien à l'initiative collective** présente une voie plus prometteuse. Une première expérimentation de cinq ans sur dix territoires a permis à près de 2000 personnes de bénéficier d'un CDI. Une nouvelle loi³ vient d'étendre cette expérimentation à cinquante nouveaux territoires.

L'expérimentation « *Territoire Zéro chômeur de longue durée* » s'appuie sur trois convictions : nul n'est inemployable, pour peu que l'on adapte le travail aux personnes ; ce n'est pas le travail qui manque, il y a beaucoup de services utiles non satisfaits sur un territoire ; ce n'est pas l'argent qui manque, les dépenses

3 - LOI n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « *territoire Zéro chômeur de longue durée* ». À consulter sur le site du gouvernement : https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000042665434?tab_selection=all&searchField=ALL&query=territoires+z%C3%A9ro+ch%C3%B4meur&page=1&init=true

« passives » liées au chômage de longue durée ont été évaluées par ATD Quart Monde à 18 000 € par personne et par an.

Une conviction soutient la préparation d'une expérimentation Zéro chômeur de longue durée : **le pouvoir d'agir des personnes**, y compris celles dont l'exclusion du travail a altéré la confiance en soi et les relations sociales. Ainsi, à tous les niveaux du projet, les personnes privées durablement d'emploi se trouvent impliquées ; en certains lieux, elles élisent des représentants aux différentes instances du projet. À Poitiers, dans trois quartiers relevant de la « Politique de la ville », 3 500 visites de porte à porte ont permis de repérer 170 personnes qui ont participé à des entretiens, 40 se trouvent investies effectivement dans la démarche.

La mise en place d'une expérimentation Zéro chômeur suppose la création d'une entreprise appelée *Entreprise à But d'Emploi* (EBE) qui permet à des personnes jusqu'alors laissées en marge d'apporter leur contribution à la vie commune. L'action de cette entreprise commence par le repérage de services non remplis dans le fonctionnement actuel et de **besoins essentiels non satisfaits**, tout en recherchant l'équilibre économique. Il s'agit tout d'abord de découvrir les besoins essentiels qui ne trouvent pas de réponse dans le cadre des activités économiques classiques, puis de profiler la mise en place de services aptes à répondre à ces besoins ; les personnes volontaires sont elles-mêmes actrices de ces découvertes. Il peut s'agir d'une aide pour faire les courses, de travaux d'entretien de la nature, de la récupération de déchets qui pourront être recyclés, de la réparation d'objets dans le cadre d'une économie circulaire, etc.

L'objectif est de permettre à toutes les personnes volontaires d'accéder à l'emploi sur le territoire de l'expérimentation. Or on

sait bien qu'un retour à l'emploi, voire une découverte du travail pour des familles tenues en marge durant plusieurs générations, demande du temps et de la progressivité avant de pouvoir parler de « rentabilité ».

L'enjeu d'une telle démarche est double. Il en va de la **dignité des personnes** qui se sentent déconsidérées, exclues, mises de côté comme des déchets de la société. Le fait d'aller vers ces personnes, de solliciter leur expérience et leur participation, représente déjà une reconnaissance : elles existent au regard de la société. On met bien alors l'humain au centre. Il en va aussi du **bien commun** qui s'appauvrit quand l'organisation sociale ne permet pas à certains de ses membres d'apporter leur part de contribution au bien vivre de l'ensemble. Le fait de permettre que tous aient une place, un rôle positif dans la vie commune, apporte des services qui sont peu ou mal remplis tout en diminuant les tensions sociales.

L'expérience de cinq ans à Mauléon (Deux-Sèvres) montre que des personnes jusque-là privées d'emploi commencent à s'épanouir en quelques mois : elles prennent confiance en elles-mêmes et déploient les richesses d'une solidarité mutuelle. Le film de Marie-Monique ROBIN, sur l'expérience de Mauléon (*Nouvelle cordée*), met en lumière cet **épanouissement des personnes** : leurs visages et leurs prises de parole en sont des signes manifestes. On dit parfois que ces personnes se restaurent de manière miraculeuse. Ce mieux-être a également un impact sur leur vie familiale. Pour cela, un accompagnement bienveillant est nécessaire, avec notamment l'engagement de nombreux bénévoles, pour un soutien dans les projets et une gestion des inévitables conflits.

Cette restauration comprend aussi un approfondissement de la vie sociale, grâce à des **solidarités effectives** qui permettent de tenir ensemble. Le chacun pour soi et la domination sur les plus faibles, qui génèrent un climat de violence, ne sont pas des fatalités. Les études sur le vivant, en lien avec le travail écologique, montrent que l'entraide et la coopération sont à l'œuvre dans la nature ; rien n'interdit à l'humain de s'en inspirer ! Si l'être humain tient à ses intérêts personnels, il se reconnaît d'abord comme un être social qui désire des relations constructives avec ses semblables.

Nous pouvons retenir quelques enjeux sociaux de telles initiatives à partir de l'expérience « *Zéro chômeur* ». Tout en disposant d'un revenu convenable, le SMIC horaire, chacun va contribuer à rendre des services fort utiles, partiellement « rentables » selon la stricte logique capitaliste, mais de forte portée sociale. Une telle initiative prend en considération la dignité et les capacités de la personne, quelle que soit sa situation. La communauté humaine grandit lorsqu'elle se soucie de ses membres qui se trouvent de fait exclus, mis de côté comme des déchets, parce qu'ils n'ont pas trouvé une place sur le « marché du travail ». Plutôt que s'en tenir à un réalisme plat et fataliste, « c'est ainsi et nous n'y pouvons rien », il vaut mieux pratiquer **un réalisme créatif** en inventant des solutions avec les personnes concernées. Déjà, dans les étapes préparatoires, le fait d'aller vers elles, de solliciter leur expérience et leur participation, représente une reconnaissance positive : leur pouvoir d'agir est vraiment mobilisé et cela porte des fruits notables concernant la qualité de leur vie, mais aussi sur les relations sociales.

Du point de vue de la société et des décisions politiques, deux critères doivent être retenus. Le bien des personnes et de la cité demande que des **soutiens publics** suffisants permettent

effectivement une insertion sociale qui sera bénéfique pour l'ensemble de la société. En effet, certains services paraissent précieux pour la vie commune, même s'ils ne se seront jamais rentables selon les règles économiques actuelles : par exemple des services à la personne du type aide aux courses, ou encore la récupération de déchets et la réparation d'objets dans l'optique d'une économie circulaire qui a un impact écologique tout à fait intéressant.

Notons encore une difficulté : l'impact de « l'éthos du déchet » appliqué à l'humain est parfois tel que les personnes en difficulté, notamment les chômeurs, sont accusées d'être elles-mêmes la cause de leur malheur et de vivre comme des parasites. Par contre, on peut noter une réelle **acceptabilité sociale** de l'opération « *Zéro chômeur* » dans la mesure où de nombreux citoyens s'engagent aux côtés des personnes souffrant d'exclusion. Pour cela, il est bon d'associer le maximum de gens, y compris les acteurs économiques classiques. Quand on voit les bienfaits pour les personnes qui se trouvaient exclues, quand on se rend compte que des nouveaux services sont assurés, chacun peut admettre que des financements publics viennent soutenir de telles opérations et favoriser de meilleures conditions de vie. Cela dit, nous savons bien qu'il faut du temps pour qu'une personne se reconstruise après une longue période en marge de l'emploi, sans oublier des jeunes qui n'ont pas vu leurs parents exercer un travail. Notons aussi qu'un tel projet de territoire ne peut se réaliser que s'il réussit à conjuguer les efforts d'élus, d'acteurs économiques et administratifs, de bénévoles associatifs. L'enrichissement social se joue alors à tous les niveaux.

Une conclusion provisoire : le choix de promouvoir la dignité humaine.

En écho aux réalisations de réseau Salvart et *Zéro chômeur*, nous pouvons retenir qu'il n'y a pas de vie commune relativement pacifiée sans une reconnaissance effective de la dignité de chaque personne, y compris de celle qui subit durement les aléas de l'existence : maltraitance, maladie, chômage, ruptures familiales, etc. La volonté commune de toujours **mettre l'humain au centre** peut être source de créativité institutionnelle, avec l'objectif de favoriser l'épanouissement des personnes tout en assurant des services à la collectivité. La définition de l'éthique selon Paul Ricoeur induit une telle dynamique : s'il s'agit bien « *d'une quête de la vie bonne, avec et pour les autres, dans des institutions justes* ». L'engagement éthique nous conduit à prendre en considération la situation de nos concitoyens les plus fragiles ; il nous mobilise pour travailler ensemble afin que nos institutions assurent des moyens d'existence convenables pour tous.

Le chacun pour soi et la domination sur les plus faibles qui affectent trop souvent nos sociétés et qui génèrent de la violence ne sont pas des fatalités ; il est paradoxal de présenter la concurrence comme un état naturel des rapports humains, alors que les études du vivant, en lien avec le travail écologique, montrent que **l'entraide et la coopération** se trouvent aussi partout à l'œuvre dans la nature. Si l'humain qui s'honore de références à une morale réfléchie tient à ses intérêts propres, il se reconnaît d'abord comme un être social qui désire des relations constructives avec ses semblables et avec son environnement.

Il faut pour cela admettre que tous les services intéressants pour le bien des personnes et pour un rapport plus harmonieux avec

l'environnement ne pourront pas être rentables selon les critères habituels de la vie économique. On peut donc concevoir **une solution mixte** associant des financements publics – une société honore sa finalité et sa raison d'être quand elle vient en aide aux plus défavorisés de ses membres – avec la revente d'objets réparés, le paiement de services à la personne, etc. On voit ainsi la solidarité qui est au cœur de notre vie commune se déployer à l'avantage de personnes qui étaient jusqu'alors laissées en marge ; dans le même temps, des services qui étaient peu pris en compte se trouvent assurés, sans oublier l'amélioration de la qualité de l'environnement ; tout cela au bénéfice de la collectivité et de l'avenir de la vie sur terre. Le regard méprisant porté sur ceux qui étaient parfois considérés comme des parasites peut se transformer en une attitude reconnaissante pour les services rendus. Le problème de l'acceptabilité sociale d'un soutien à une telle entreprise n'est pas insurmontable dans la mesure où on fait appel au principe éthique et social de solidarité et où on reconnaît à leur juste valeur les services rendus tant aux personnes qu'à la collectivité.

Il est vrai que l'éthos commun tend à confondre le bonheur avec la quantité de biens disponibles, oubliant la noblesse des services du quotidien, à commencer par l'éducation et la santé. Une approche purement matérialiste du rapport à l'environnement et à l'humain risque d'altérer le désir d'alliance qui pourtant nous anime, mais aussi d'engendrer un monde dur et violent.

5 - Une approche économique de la question des déchets

En 50 ans, la consommation de matières premières a explosé, multipliée par trois. Ce qui a bien sûr un impact environnemental en termes d'exploitation de ressources naturelles et de rejets de

déchets. En économie, on ne dit pas grand-chose à propos des déchets ; c'est ce qu'on jette derrière pour ne plus le voir, on n'est donc pas très enclin à les compter !

Un premier défi : **internaliser l'impact environnemental**, notamment en ce qui concerne les déchets, **dans les calculs et bilans** de l'entreprise. La posture libérale, très présente dans la pensée économique, considère l'individu et son appétit de consommation comme la mesure de toute chose, ce qui met en second deux références importantes : l'impact environnemental de la production et de la consommation de biens ; mais aussi le type de société que cela induit : quelles relations les humains entretiennent-ils entre eux et avec la nature ?

Pour tenir compte du défi écologique, avec le risque d'épuisement des ressources mais aussi de pollutions provoquées par les rejets, il est important de travailler sur **l'économie circulaire** : ce qui apparaît comme un déchet pour l'un des acteurs peut devenir une ressource pour un autre, nous l'avons déjà vu à propos du traitement des déchets. Comment prévoir et organiser de telles synergies ? Il est tout d'abord nécessaire d'interroger les critères d'évaluation, de manière à intégrer le rapport au temps long et non seulement aux résultats à court terme ; il importe aussi de prendre objectivement en compte les différents effets de son action, tant sur la société que sur l'environnement. Pour illustrer ce type de représentation de notre rapport à l'environnement, on peut opposer deux attitudes. D'une part la posture du cow-boy, qui tire tout ce qu'il peut de ressources locales et qui part plus loin quand il a épuisé son environnement. Et d'autre part le cosmonaute qui ne peut survivre dans l'espace que s'il recycle au maximum tout ce dont il dispose et ce qu'il rejette. Mais le recyclage n'est pas une solution magique, il induit toujours une

perte de matière utile et mobilise de l'énergie : il a donc un coût humain et environnemental.

Avant d'envisager le rejet d'un objet et sa destruction, en vue de recycler les différents éléments qui le composent, il vaut mieux **prévoir et organiser la réparation** des instruments du quotidien, mais aussi des biens durables. De telles pratiques, bénéfiques d'un point de vue environnemental, peuvent induire des économies financières tout en étant source d'emplois.

On peut aussi questionner certains choix de la part des concepteurs et des producteurs d'objets courants. Ainsi, l'obsolescence programmée qui fait qu'un produit tombe en panne au bout d'un certain temps d'utilisation ; la loi peut y mettre des freins, mais aussi **l'action des consommateurs**. Quant au marketing, qui incite à associer le bonheur à la quantité et à la nouveauté des biens consommés, il provoque une course aux achats qui multiplie les déchets et pèse sur l'environnement. Deux traits de mentalité peuvent faire débat. Lier son statut social à la valeur monétaire d'un objet (exemple la voiture), ou mettre en avant le goût de la rencontre d'autrui et la sollicitude mutuelle. Confondre le bonheur avec l'abondance, alors qu'une certaine frugalité peut induire un rapport plus sain à la nature et permettre de goûter la joie du partage et de la solidarité.

Face au récit néo-libéral qui est aujourd'hui largement dominant, la mise en question d'un « éthos du déchet » indique l'urgence d'un **autre récit collectif qui privilégie le bien commun**, la qualité de vie, la construction d'une communauté fraternelle. Il faut donc oser parler de nos représentations du bonheur, du registre de « valeurs » auquel nous nous référons spontanément ! Nous pouvons notamment, d'une part, mettre l'accent sur les liens

qui font la richesse de nos vies relationnelles et, d'autre part, évaluer les pertes induites par toutes les formes de « mise au rebut » tant d'objets que de personnes. Ce peut être un chantier intéressant pour une science économique qui, au lieu de cautionner la course à un « toujours plus » destructeur, se met au service de la vision politique d'une « conversion écologique », en privilégiant l'intégration des personnes, le recyclage et la réutilisation des objets.

Remarquons aussi qu'une pandémie est venue bouleverser nos modes de vie et mettre en question notre prétention à maîtriser complètement ce qui nous arrive. Il est sans doute un peu tôt pour évaluer l'impact de cette période troublée sur notre rapport à l'environnement et nos choix de vie. Cependant, l'approche économique de la question des déchets, qui concerne les objets mais aussi les humains, doit bien prendre en compte la situation actuelle marquée par la **crise sanitaire** du Covid. En ce domaine, certaines évolutions peuvent être aussi soudaines qu'imprévues ; on peut cependant tenter de retenir quelques inflexions majeures.

Un premier constat : la pandémie a induit **des pratiques qui augmentent fortement la quantité de déchets**. Deux exemples : la nourriture livrée à domicile multiplie les emballages (barquettes), d'autant que par précaution sanitaire on augmente la quantité de films de protection ; à l'hôpital comme dans les crèches, on utilise beaucoup de blouses, gants, charlottes, surchaussures jetables. Les mesures d'hygiène sont causes d'une forte augmentation de déchets de type plastique. Cependant, certaines pratiques de livraison à domicile, si elles sont organisées avec un souci écologique, peuvent être moins agressives pour l'environnement que les déplacements en magasin.

Par ailleurs, la crise provoque de nombreuses contraintes et oblige à des adaptations pour parer au plus pressé. Ce n'est pas forcément un temps favorable pour impulser des changements structurels. Il faut faire face à des urgences, sur fond d'incertitudes, ce qui ne pousse guère à envisager des réformes profondes. D'autre part, les difficultés économiques induites par la crise sanitaire conduisent à se mobiliser ensuite pour une **relance de la croissance** en vue de sauver l'emploi ; celle-ci est forte, grâce à l'épargne accumulée et surtout aux plans de relance mis en place par les États et l'Union européenne dont l'amplitude est impressionnante ; mais la qualité environnementale de cette relance ne semble pas être toujours le premier souci ! Par ailleurs, la guerre en Ukraine provoque des changements de pratiques, notamment en matière d'énergie, qui ne sont pas guidés d'abord par un souci écologique, on relance notamment des centrales au charbon.

Cependant, on peut noter des changements de mentalité liés à la **prise de conscience de multiples fragilités**. Nous sommes plus sensibles au fait que toute vie demeure fragile, ce qui met en question notre illusion d'une « toute puissance » liée à nos capacités scientifiques et techniques.

Dans le même temps, au plan économique, la crise conduit à **des interrogations concernant la mondialisation** et les dépendances envers des fournisseurs lointains qui en découlent. On envisage des relocalisations, suivant le principe que ce qui est le moins cher n'est pas toujours le plus sûr. Mais la résilience dans l'accès aux biens, notamment ceux de première nécessité, semble dépendre davantage d'une multiplicité d'acteurs et de fournisseurs que de la seule proximité par relocalisation. Notons encore que les risques sanitaires favorisent un repli des pays sur

eux-mêmes. Pourtant, la situation actuelle continue d'être marquée par la mondialisation : quand la Chine se referme, au moins en partie, il y a un impact sur les échanges et l'accès à certains biens, tandis que les touristes venant de ce pays se font rares !

L'impact de la pandémie, associé à la vivacité de la reprise économique, met en lumière d'autres points de faiblesse, pensons aux **pénuries** de puces électroniques, d'emballages, de matériaux de constructions, sans oublier les difficultés liées aux sanctions économiques à l'égard de la Russie. Retenons cependant une autre leçon : la politique zéro stock montre ses limites et engendre des fragilités dans les approvisionnements.

Une autre face de la mondialisation concerne la **délocalisation des déchets** en des pays peu armés pour un traitement efficace, ce qui a des conséquences en termes de pollutions, mais aussi sur la santé des acteurs. Nous avons vu que ce type de délocalisation est contesté et appelé à décroître en raison d'innovations technologiques.

Quel que soit le lieu du traitement, on risque de continuer à faire comme si on pouvait jeter le déchet derrière soi, en imaginant qu'il n'existe plus parce qu'on ne le voit plus ! Il nous faut mettre en cause une culture faussée selon laquelle on ne veut pas connaître ce que deviennent nos déchets, tout en ignorant les hommes et les femmes qui en assurent le traitement, ici ou ailleurs, sans oublier les pollutions résultant de déversements inorganisés des ordures. À l'inverse, une prise de conscience de l'existence des déchets conduit une plus grande lucidité, alors que le refus de voir et savoir confine souvent au mensonge. Nous pouvons alors être provoqués à penser plus largement, à **croître**

en créativité. Une fois encore le défi écologique nous oblige à devenir plus intelligents !

Une autre question à propos de mondialisation : la sortie de la pandémie suppose des engagements communs et solidaires. On ne semble pas en prendre le chemin, la difficulté des pays pauvres (notamment en Afrique, en Amérique du Sud) à obtenir des **vaccins** fait que le virus risque de demeurer actif. Il faut aussi noter l'impact de la crise sur l'économie informelle et donc sur les ressources des personnes les plus fragiles ; faute d'une mobilisation commune contre cette montée des pauvretés, il y a des conséquences en termes de souffrance humaine et de diminution d'espérance de vie. Dans une situation de crise, la marginalisation, voire l'exclusion des plus pauvres tend à augmenter au point qu'ils sont eux-mêmes considérés comme des déchets qu'on ne veut plus voir.

Par rapport à une approche strictement libérale, la crise sanitaire a remis en avant le **rôle décisif du politique** dans les orientations économiques. Ces interventions vont-elles favoriser une inflexion écologique des choix d'investissements ? Aux USA, on parle d'une croissance verte soutenue par des investissements conséquents. Dans l'UE, on note un changement de politique de la BCE avec des apports de capitaux pour des investissements d'avenir ; le critère écologique sera-t-il vraiment pris en compte à l'échelle de chaque pays ? Notons encore que le FMI lui-même raisonne désormais en termes d'économie résiliente. Retenons qu'il est important de revaloriser la fonction politique pour aller vers une transition écologique qui prendra en compte, entre autres thématiques, la question des déchets.

Les marchés financiers ont du mal à opérer ces changements structurels par eux-mêmes. Ils ne s'intéressent guère aux conversions à opérer, par exemple en ce qui concerne les mineurs de charbon en Allemagne ou en Pologne, pour aller vers une énergie plus verte. Il y a aussi **la peur d'un krach boursier** en raison « d'actifs échoués », c'est-à-dire des capitaux déjà investis qui perdent brutalement de leur valeur en raison de changements dans les choix politiques ; on peut considérer ces actifs échoués comme des déchets dont on ne se débarrasse pas facilement et qui risquent de bloquer l'ouverture à la transition. Sur ce point également, l'aveuglement à l'égard du déchet, ce qui est échoué, peut être lourd de conséquences négatives. Tout cela fait que le marché, avec sa confiance dans la « main invisible », prend difficilement le chemin vers une « croissance verte ».

Justement, nous pouvons remarquer que la référence à la **croissance verte** est **un oxymore**, un mythe, avec un récit imaginaire qui continue de chercher la croissance pour elle-même, sans trop se soucier des impacts sur l'environnement et sur la vie sociale. Un débat théorique à partir du couple croissance/décroissance risque d'obscurcir le raisonnement ; il vaut mieux opérer des choix raisonnés, qui prennent lucidement en compte leur impact écologique et social, ce que le marché ne sait pas bien faire par lui-même.

En lien avec les orientations politiques et les choix macro-économiques, il ne faut pas oublier l'engagement des citoyens qui sont aussi des producteurs et des consommateurs. Chacun est donc appelé à assumer ses responsabilités personnelles et collectives, y compris à propos des déchets. La solution la plus efficace demeure la **diminution de leur volume**. Une telle attitude a un effet immédiat sur la consommation des ressources

qui sont forcément limitées. Par exemple, les équipements d'une maison mobilisent en moyenne 45 tonnes de matières premières. Il faut donc mettre l'accent sur la durabilité et la possibilité de réparer tous les objets, ce qui induit d'autres manières de les produire, mais aussi un autre rapport aux biens.

Il y a bien sûr un possible recours à **l'économie circulaire**, mais tout ne peut pas être recyclé, sans oublier une notable perte en ligne qui se produit dans le processus de recyclage. D'un point de vue positif, les déchets des uns peuvent devenir des ressources pour d'autres ; mais si chacun demeure sur sa seule trajectoire, ne serait-ce que par manque de temps, il cherche plus à se débarrasser de ses déchets qu'à voir comment ils peuvent être utiles pour d'autres. Sur ce point, le marché par lui-même n'est pas très efficace, il faut donc que les acteurs émanant de divers organismes fassent du lien, établissent des relations. Un tel travail de mise en rapport produit un double avantage, tant d'un point de vue écologique que social. Un organisme public, l'ADEME (*Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie*) peut financer de telles initiatives.

L'approche économique ne peut ignorer l'impact social des préconisations. On ne peut raisonner seulement en termes du nombre d'emplois ; il y a toujours le risque de ne plus voir les personnes qui ne rentrent pas dans les formats de réinsertion, qui se trouvent de fait en situation d'exclusion. Comment **inventer** d'autres valorisations, **d'autres reconnaissances de compétences** ? Les opérations « *Zéro chômeur de longue durée* », déjà évoquées, paraissent très intéressantes ; mais certains précaires ont du mal à intégrer de tels dispositifs. Il faut aussi veiller à ce que la transition écologique ne conduise pas à laisser des travailleurs sur le côté, comme s'ils devenaient des

déchets (exemple les mineurs de charbon en Allemagne ou en Pologne). En toute évolution, y compris pour la transition écologique, des personnes ont le sentiment d'être rejetées. Il faut aussi leur permettre d'évoluer positivement, de découvrir de nouvelles opportunités, de trouver de nouvelles chances. Prendre soin des plus fragiles parmi nos concitoyens ne doit pas être un souci secondaire, motivé seulement par la peur de désordres, il en va de la reconnaissance positive de chaque personne humaine comme condition d'une vie commune de qualité.

De telles considérations interrogent notre éthos commun, ces manières de penser et de choisir qui semblent aller de soi et qui pourtant sont porteuses d'effets pervers. À partir de la prise en compte des déchets, pour ne pas en rester à une simple ignorance, comment **interroger notre vision de la nature, du monde animal, de l'humain** ? Nos représentations spontanées risquent toujours de n'y voir que des objets utilisables. Comment développer des attitudes de « reconnaissance » au sens fort du terme ? Ce qui induit une prise en compte positive de l'autre, de celui qui est différent.

Notre regard tend à demeurer autocentré. Ce qui conduit à des méconnaissances réciproques, à une perte de confiance dans les institutions de différents types et à un **délitement du lien social**. Les luttes risquent d'en rester à une coagulation de requêtes individuelles et immédiates, ne prenant pas en compte la recherche d'une avancée commune soucieuse de l'avenir. La référence au bien commun doit être centrale, pour ne pas en rester à une juxtaposition ou à une simple addition d'intérêts particuliers. Chacun peut et doit être acteur de ce bien commun, en apportant sa contribution propre, en prenant soin du monde et

de ses semblables, avec une attention particulière aux plus fragiles.

Pour cela, il est bon de rester **critique à l'égard du « prêt à penser »**. Ainsi, la référence à la pyramide de Maslow, largement enseignée dans les formations de type social et parfois présentée comme « scientifique », tend à induire une vision faussée de l'humain. En mettant à la base la satisfaction des besoins élémentaires et tout en haut, à la pointe, le spirituel ou le « dépassement de soi-même », elle oublie les interactions continues entre ces différents niveaux : il y a une dimension culturelle dans la manière de manger et de s'habiller. Elle risque d'induire une vision mécanique du rapport entre la personne et sa situation concrète et ainsi de méconnaître les compétences d'êtres humains qui souffrent objectivement d'un manque de biens élémentaires : une personne SDF ou migrante sans papiers peut manifester une vie affective et spirituelle étonnante. Les acteurs engagés dans l'aide humanitaire savent combien la manière de soutenir son semblable peut être importante, c'est-à-dire humanisante pour l'un et l'autre. Gardons-nous de tout prêt à penser et donnons de l'agilité à nos raisonnements !

III - Reprise de quelques réflexions éthiques à propos des déchets

Tout d'abord, il s'agit d'un regard, d'**une attention portée au réel**, à commencer par la prise en compte de ce que l'on risque de ne pas voir. C'est le cas des déchets qu'on laisse derrière, ou qu'on envoie au loin, pour les oublier. Nous pensons bien sûr aux choses, aux objets que l'on met au rebut ; mais, à la suite du pape François, nous nous intéressons aux personnes que la société a tendance à mettre sur le côté ou à laisser derrière, au prix

d'exclusions sociales. C'est souvent la conséquence d'un calcul simpliste : laissons tomber ce qui ne semble plus utile, oublions-le !

Suite à de tels constats, il est important de dénoncer certaines attitudes spontanées. Mais nous préférons mettre l'accent sur **des pratiques novatrices et intégratrices** qui s'enracinent en des héritages de sagesse et de spiritualité. Les récits rapportés précédemment mettent en lumière des traits caractéristiques de la nature et du vivant, à commencer par la fragilité. Pour faire face aux diverses faiblesses nous savons déployer des capacités de solidarité en vue de favoriser de nouveaux équilibres.

Pour emprunter une telle voie, il nous faut opérer un travail difficile qui commence par une déconstruction. Il s'agit notamment d'interroger notre fascination pour la puissance qui induit une mobilisation de la force fondée sur le mépris de la fragilité. Or celle-ci demeure une caractéristique de la nature et du vivant ; l'humain lui-même apparaît singulièrement fragile, au moment de sa naissance, mais aussi lors du grand âge, ou encore en raison de handicaps ou de graves difficultés sociales ; dans tous ces cas, une vie humaine dépend des soins qui lui sont prodigués. Et chacun peut remarquer qu'il en va de même tout au long de son existence. **Toute vie demeure fragile.** Mais chaque humain dispose aussi de capacités qu'il doit mettre en œuvre dans une responsabilité à l'égard de lui-même, de ses semblables et de la nature. Il faut aussi noter l'importance de la responsabilité commune qui prend corps dans l'organisation politique. Chaque citoyen peut et doit veiller à ce que la société se structure de manière à protéger et à prendre soin d'abord de ses membres plus fragiles, mais aussi du monde animal et de l'environnement.

Il faut pour cela **interroger nos images du progrès** qui ont largement mis l'accent sur un déploiement irraisonné de la force. Ce qui se traduit par des rapports de domination et d'exploitation, en vue de tirer un profit maximal pour des bénéfices immédiats, quelles qu'en soient les conséquences. Selon le même schéma, la vie sociale se trouve réduite à des rapports de force, avec comme référence centrale un critère pervers de darwinisme social qui conduit à l'exclusion des plus faibles ; il s'agit d'une violence structurelle qui provoque d'autres violences.

À l'encontre de telles tendances, les pratiques évoquées précédemment mettent l'accent sur la protection, avec une attention particulière aux plus fragiles. Une telle dynamique ouvre une perspective de bienfait pour tous, sous le mode d'une solidarité allant jusqu'à la **fraternité**.

Fasciné par ses réussites, l'humain a cru se grandir en affirmant une domination violente sur la nature. Il oubliait alors qu'il est lui-même partie prenante de cette nature qu'il nomme de manière imprécise comme son « environnement ». En violentant la nature, il met en cause la qualité et même la possibilité de sa propre vie. Il est intéressant de noter qu'une notion qui passait pour mièvre, voire paresseuse, reprend des couleurs : **l'équilibre**. On envisage alors un rapport équilibré à la nature : pour vivre, l'humain doit prélever des ressources, mais il veillera en même temps à restaurer ce milieu. Il en va de même pour les rapports sociaux, la recherche d'équilibre, notamment en termes d'égalité des chances, contribue à la paix civile.

Le recours à des références morales se révèle alors bénéfique. Il s'agit de mettre au cœur de nos actions **une attitude de respect**, en raison même de la fragilité qui affecte tous les maillons de la

vie. Respect de la nature pour éviter des pollutions qui affectent la qualité de vie, pour ne pas épuiser des ressources qui demeurent en quantité limitée : on parlera alors de retraitement, de recyclage. Respect d'abord et avant tout de la dignité de chaque personne humaine, à commencer par celle qui rencontre le plus de difficulté. La précieuse liberté humaine va alors se décliner en termes d'engagements pour prendre soin de la nature et du monde animal, des personnes et de la société. Cela passe par une conversion : résister à l'envie de dominer pour cultiver le désir d'alliance. Une conversion conduit à passer d'une anti culture du déchet à une **culture du soin**. Un tel passage suppose une remise en mouvement de nos modes de pensée, de nos critères de jugement, mais aussi des changements de nos manières de produire et de consommer, des mutations dans nos modes de vie. Cette première étape du travail, en lien étroit avec des acteurs engagés de ces mutations, se poursuit par des réflexions éthiques, bibliques et théologiques. Les réactions et propositions des lecteurs seront les bienvenues !

Un travail à venir

Cette première phase de mise en place du groupe d'acteurs territoriaux se poursuit avec les personnes déjà impliquées, mais aussi avec d'autres acteurs, pour une réflexion éthique et théologique en rapport avec des pratiques. Ces entretiens individuels permettent d'affiner l'articulation entre le refus d'un éthos du déchet et l'engagement en des pratiques positives, innovantes ; ils favorisent aussi la mise en lumière de l'ancrage éthique qui fonde ces pratiques.

Le travail de relecture théologique qui va être entrepris a pour ambition de mettre en lumière la manière dont une démarche chrétienne peut promouvoir tant la résistance aux effets délétères d'un éthos du déchet que des initiatives qui permettent un rapport pacifié à l'environnement, avec des relations humaines ayant goût de fraternité.

INVITATION À CONTINUER LA RÉFLEXION

- 1 - À la lecture de ce document et des expériences qui sont rapportées, quels points d'attention retenez-vous ?
- 2 - Dans votre champ d'activité, percevez-vous quelques signes de ce passage d'un éthos du déchet à une culture du soin ?
- 3 - Quels changements concrets peuvent être mis à l'ordre du jour, tant dans les choix personnels et familiaux que collectifs ?
- 4 - Selon vous, comment des changements de critères d'évaluation et d'orientation peuvent-ils être impulsés au travail, dans les associations, dans les relations quotidiennes ?
- 5 - En quels domaines ces nécessaires mutations peuvent-elles prendre place dans les programmes politiques ?

Vos réflexions et vos contributions seront les bienvenues : (créer une adresse mail spécifique ou renvoyer à l'adresse de Justice et Paix France ?)

Justice et Paix France

Justice et Paix France a reçu de l'Église de France la mission de faire entendre, dans les grands débats de notre temps, une voix qui soit à la fois pertinente et évangélique et d'aider les chrétiens à être actifs et vigilants sur les questions de justice et paix internationales (développement, droits de l'homme, paix et sécurité, construction européenne).

Sur ces sujets, *Justice et Paix France* élabore des documents de réflexion et d'informations, organise des colloques, collabore avec divers organismes, religieux et laïcs, poursuivant des objectifs analogues.

Justice et Paix France publie une lettre mensuelle : on peut s'y abonner ou la consulter sur son site.

58 avenue de Breteuil
75007 Paris

Tél. 01 72 36 69 03
Courriel : justice.paix@cef.fr
Site : justice-paix.cef.fr

DE L'ÉTHOS DU DÉCHET À LA CULTURE DU SOIN

Des expériences inspirantes

Lorsque le pape François évoque la notion de « déchets » comme une caractéristique de pensée et d'action de notre monde, il désigne des objets bien sûr, mais aussi des humains qui se trouvent laissés de côté, considérés comme inutiles. Dans le cadre de *Justice et Paix France*, l'Observatoire de la transition écologique a entrepris un travail avec des acteurs aux compétences diverses : ce travail en commun a mis en lumière les traits d'une éthique sociale qui incite à passer d'un « éthos du déchet » – ce qu'on laisse derrière soi afin de l'oublier – à une « culture du soin », en ce qui concerne le lien à la nature et aux rapports humains. Cette première étape se poursuit actuellement avec une recherche de type éthique, biblique, théologique...

Prix unitaire : 5 €